

Reprise des négociations sur le TTIP

LE RÉSUMÉ

Les grandes lignes du TTIP, un projet d'accord de libre-échange entre UE et États-Unis, sont connues. Mais **les détails des négociations restent confidentiels**.

L'administration Obama ne croit guère à une conclusion de l'accord avant les présidentielles.

VINCENT GEORIS

Le douzième round de négociations du Traité de libre-échange transatlantique, mieux connu sous l'acronyme de TTIP, a démarré hier à Bruxelles dans une ambiance chaotée.

Le lieu des discussions à Ixelles, en principe tenu secret, fut pris d'assaut au matin par Greenpeace.

Pour l'ONG, le TTIP est une menace pour l'environnement, la santé publique, l'économie locale et la démocratie. «*La mise en place de l'ICS (NDR: une clause d'arbitrage) engendrera des traitements de faveur envers les compagnies étrangères au détriment des compagnies nationales ou d'entreprises locales*», dit Juliette Boulet, une porte-parole de l'ONG.

C'est une semaine intensive qui attend les négociateurs européens et américains. Un des principaux enjeux des discussions portera sur la clause d'arbitrage dite ICS («*Investment Court System*»), qui

organise le règlement privé des litiges liés aux investissements.

Pour rappel, la première version de cette clause, l'ISDS, a été rejetée par le Parlement européen, qui y voit un moyen pour les entreprises de freiner l'adoption de nouvelles lois par les États. La Commission est revenue avec le projet d'ICS, où les arbitres sont remplacés par une cour de juges permanents. Les audiences de ce tribunal seront publiques, tandis que ses décisions seront susceptibles d'appel.

Ce sera la première fois que l'Union européenne présente l'ICS aux négociateurs américains et que des discussions détaillées vont avoir lieu. «*Il n'est pas sûr que les États-Unis apprécient cette nouvelle mouture*», dit une source proche des négociations.

Côté européen, les critiques se focalisent sur l'aspect unilatéral de cette clause: les entreprises peuvent attaquer un État auprès de ces juges, mais l'inverse est impossible. Or, c'était la principale critique formulée par la société civile contre l'ISDS.

Les deux parties aborderont aussi l'accès au marché pour les entreprises américaines et européennes, la réglementation des marchés publics, le partage des données des géants de l'internet ainsi que la coopération réglementaire.

Difficile d'en savoir plus. La Commission publie une synthèse de 22 pages sur son site internet. Mais les 350 pages de textes en

cours de négociations ne sont accessibles qu'aux parlementaires, dans des conditions drastiques, sous haute sécurité et quelques heures seulement.

L'administration Obama peu enthousiaste

L'accord de libre-échange entre les deux zones est loin d'être conclu. Non seulement en raison des réticences de plus en plus importantes, mais aussi en raison du peu d'enthousiasme de l'administration Obama de conclure un accord avant les élections présidentielles.

L'Europe, elle, y croit toujours. «*L'Union européenne et les États-Unis sont déterminés à faire autant de progrès que possible en 2016 et à négocier les principaux éléments d'un accord d'ici la fin de l'année*», dit une porte-parole de la Commission européenne.

Les Libéraux européens veulent aller au plus vite. «*La dure réalité est que la part de l'Europe dans le commerce mondial est maintenant en jeu*», estimait Guy Verhofstadt, le président de l'ADLE, lors du dernier round. «*Afin de rester un acteur mondial, l'UE doit maintenant mettre les bouchées doubles afin d'aboutir rapidement à un TTIP*».

Pour les Verts, l'Europe doit arrêter les frais. «*Je suis partisan des économies d'énergie. Dès l'instant où le TTIP a perdu ses chances d'aboutir, je suggère de ne pas mettre d'énergie dedans*», dit Philippe Lamberts, le vice-président du groupe des Verts au Parlement européen.

«Afin de rester un acteur mondial, l'UE doit mettre les bouchées doubles afin d'aboutir rapidement à un TTIP.»

GUY VERHOFSTADT
PRÉSIDENT DES LIBÉRAUX AU
PARLEMENT EUROPÉEN (ADLE)